



Bulletin des Négociations de la Terre

Un service d'information sur les négociations de développement et d'environnement

Vol. 5 No. 73

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)

Lundi 14 Avril 1997

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-5 VENDREDI 11 AVRIL 1997

Au cours de la plénière de la matinée, les délégués ont entendu des rapports sur les Conventions de Rio, les activités régionales et autres événements intermédiaires. Il devaient, dans l'après-midi, se pencher sur la question des rapports nationaux, le Programme d'Action de la Barbade et le budget. Dans une session parallèle, un dialogue fut mené avec les jeunes et avec les communautés scientifiques et techniques.

PLENIERE

PRESENTATIONS: Bo KJELLEN, Président du CIN sur la désertification, appela au soutien politique nécessaire à résoudre les sujets en suspens de la CDD et souligna l'importance des questions liées à l'eau. Calestous JUMA, Secrétaire Exécutif de la CDB, déclara que la préparation des rapports nationaux est un instrument important pour la mise en conformité et mit en exergue la nécessité d'établir des objectifs et d'utiliser des indicateurs. Michael ZAMMIT-CUTAYAR, Secrétaire Exécutif de la CCCC, recommanda: une évaluation scientifique intégrée; des actions à profits multiples touchant à toutes les conventions; l'information au service de la mobilisation publique et du soutien politique; et un cadre juridique permettant de faire le joint entre différents ensembles d'engagements liés aux conventions. La Réunion d'Experts sur les Synergies entre les Conventions sur le Changement Climatique, la Diversité Biologique, la Désertification et les Principes Forestiers, recommanda: l'harmonisation des données, la tenue d'un carnet national sur la mise en oeuvre; la coopération entre les secrétariats des CdP; et l'intégration des rapports.

La Commission Economique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique mit l'accent sur les activités régionales dans le domaine du renforcement des capacités, menées en collaboration avec le PNUD. Le représentant. Il attira l'attention de la CDD sur l'importance des activités à dimension régionale. La Commission Economique et Sociale pour l'Amérique Latine et les Caraïbes s'est impliquée dans des projets touchant à la gestion des ressources en eau, à l'énergie, aux activités minières, à l'aménagement urbain, au commerce et environnement, aux SIDA, et aux mouvements transfrontaliers des déchets dangereux. La Commission Economique pour l'Europe nota les besoins des pays en transition économique en matière d'assistance, et suggéra aux commissions régionales de mener des évaluations de rapports nationaux à l'échelle régionale. La Commission Economique et Sociale pour l'Afrique appela à l'établissement d'un mécanisme international de financement au profit des thèmes intersectoriels.

La Banque Inter-Américaine de Développement présenta le travail qu'elle a accompli dans le cadre du soutien au développement durable, en faveur notamment des thèmes de la pauvreté, de l'équité et de l'environnement. Le Sommet des Amériques sur le Développement Durable recommanda le soutien des activités à l'échelon national et local, des mécanismes de financement transparents et adéquat, et le transfert de technologies non polluante. La Réunion du Groupe d'Experts *Ad Hoc* sur la

Mise en Oeuvre de Mesures Spéciales pour le PMA dans le cadre de l'Agenda 21, recommanda: que les pays industrialisés honorent leurs engagements financiers liés à l'Agenda 21; que le Plan d'Action de l'OMC en faveur des pays les moins avancés soit appliqué dans les meilleurs délais; et que le transfert technologique tienne compte des besoins locaux.

Le Earth Council présenta les recommandations du Forum Rio+5 et souligna que le rôle de la CDD est celui d'un forum regroupant l'ensemble des intérêts. Le représentant appela aussi à des participations d'échelle régionale dans le commerce mondial et dans les régimes d'investissement. Le Forum Intergouvernemental sur la Sécurité Chimique recommanda pour les projets de développement impliquant la gestion de produits chimiques, des dispositions en faveur du renforcement des capacités. L'Atelier d'Experts sur le Renforcement des Liens entre L'Energie et le Développement Durable Au Sein des Institutions Internationales, encouragea la CDD à consacrer une session aux questions liées à l'énergie durable. Le JAPON introduisit la Déclaration de Tokyo issue de la Sommet Mondial sur le Partenariat en Matière d'Environnement. La Déclaration recommande l'éducation continue en matière d'environnement, et des indicateurs permettant de mesurer la durabilité des modes de consommation et de production. La REPUBLIQUE DE COREE, qui a accueilli la Journée Mondiale de l'Environnement en 1997, donna un aperçu sur les préparatifs de la Déclaration de Séoul sur l'Ethique Environnementale visant à améliorer la compréhension du développement durable. La FEDERATION RUSSE annonça la tenue d'un séminaire en Mai 1997 à Moscou sous le thème "Tchernobyl et Après: l'Aide Humanitaire aux Victimes des Catastrophes Technologiques." La Suède a mis un secrétariat à disposition et envisage de coordonner le programme qui sera adopté au cours du premier semestre de 1998. La TURQUIE évoqua ses activités dans le cadre du Programme Environnemental pour la Mer Noire.

RAPPORTS NATIONAUX: Joke WALLER-HUNTER (DPCSD) introduisit la documentation concernant les soumissions du rapport national et leur intégration (E/CN.17/1997/5 and 6, background papers 7-9). Cent vingt-cinq pays y rendent compte de différents aspects des activités nationales. Le CANADA proposa d'utiliser des plans nationaux assortis d'objectifs et d'étapes à réaliser et, appuyé par l'UE, se déclara favorable à des évaluations par les pairs, basées sur une telle information. Le délégué des USA préféra des évaluations à échelle régionale. Il affirma que le travail d'intégration fournit une valeur ajoutée, celle de pouvoir examiner l'uniformité de conduite des agences multilatérales. L'OCDE souligna le besoin pour les bailleurs de fonds, de coordonner leurs exigences. PAPUA NOUVELLE GUINEE nota que les fonds utilisés pour compiler des rapports pourraient mieux servir au renforcement des capacités et à la mise en oeuvre. Le représentant de TRINITE ET TOBAGO mit l'accent sur l'aide requise par les petits Etats insulaires pour la préparation de leur rapports. Le délégué des PHILIPPINES recommanda d'inclure dans les rapports, les contraintes rencontrées au niveau de la mise en application.

MODALITES DE L'EVALUATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA BARBADE EN 1999: Joke WALLER-HUNTER (DPCSD) introduisit le document portant sur

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Chad Carpenter, LL.M. <chadc@iisd.org>, Peter Doran <PF.Doran@ulst.ac.uk>, Kira Schmidt <kiras@iisd.org> and Lynn Wagner <grund@scf-fs.usc.edu>. Edition: Pamela Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur de la Publication: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Version Française par Mongi Gadhoom <mongi.gadhoom@enb.intl.tn>. Le financement régulier du Bulletin est assuré par l'Institut International du Développement Durable <reception@iisdpost.iisd.ca> et le Ministère Néerlandais de la Coopération pour le Développement. Un soutien général a été accordé au Bulletin pour l'exercice 1997, par l'Overseas Development Administration (ODA) du Royaume-Uni, le Ministère des Affaires Etrangères du Danemark, le Ministère Suédois de l'Environnement et l'Office de l'Environnement Suisse. Une contribution spéciale pour la couverture de cette réunion a été fournie par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères. La version Française est financée par l'ACCT/IEPF avec l'appui de la Coopération Française et le Ministère Québécois de l'Environnement et de la Faune. Les auteurs peuvent être joints à leurs adresses électroniques et par tel au +1-212-644-0204 ou fax au +1-212-644-0206. L'IIDD peut être contacté par courrier au 161, Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin des Négociations de la Terre* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des autres donateurs. Des extraits du *Bulletin des Négociations de la Terre* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises automatiquement à la distribution e-mail (en formats ASCII and PDF) et sont accessibles à travers le serveur WWW de *Linkages* au <http://www.iisd.ca/linkages/>. Pour plus de renseignements concernant l'accès ou le soutien du Bulletin des Négociations de la Terre, envoyer e-mail à <enb@iisd.org>.



la mise en application du Programme d'Action des Petits Etats Insulaires en Développement (E/CN.17/1997/14). L'AOAIS, appuyée par la BARBADE, la PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE, la JAMAÏQUE, les BAHAMAS, MALTE et la GUYANE, appela à une mise en oeuvre urgente du PAB et déplora la rétrogradation de son statut par la décision stipulant que son évaluation sera, en 1999, effectuée par la CDD et non par la SE/AGNU. L'UE déclara que les recommandations doivent être examinées dans le cadre du programme des travaux. Pour la mise en application du PAB, CUBA évoqua la nécessité d'un transfert de ressources et de technologies nouvelles, MALTE souhaite une impulsion politique plus forte, et la GUYANE appela à une attention particulière aux questions de financement et de renforcement des capacités.

PROPOSITIONS DE BUDGET POUR 1998-1999: Joke WALLER-HUNTER (DPCSD) présenta le projet de programme de travail 1998-1999 de la Division du Développement Durable (E/CN.17/1997/CRP.1). L'UE et les USA se réservèrent leurs positions en attendant de voir les chiffres du budget. L'Australie demanda si des activités supplémentaires exigeraient de nouvelles ressources et plus d'effectifs. Le Président TOLBA précisa que l'objectif du projet consiste à avancer des propositions au Secrétaire Général de l'ONU et de le laisser décider de celles à entreprendre.

UE AVEC LES PRINCIPAUX GROUPES SOCIAUX

LES JEUNES: Danijela Zunec, de la Rescue Mission Croatia, et Peter Wilson, de Global Kids-Jamaica/USA, introduisirent les intervenants représentants d'ONG de Jeunesse basées au Japon, Inde, Lettonie, USA, Nigeria, Canada, Argentine, Pays-Bas, Royaume-Uni, Zimbabwe et Sénégal. Ils évaluèrent les activités accomplies par les mouvements de jeunes depuis la CNUED, qui ont englobé: des initiatives environnementales locales; l'établissement de réseaux; des séminaires éducationnels, des campagnes de collecte de fonds; des projets de recherche scientifique; et une version de l'Agenda 21 à l'usage des enfants. Ils soulignèrent les thèmes prioritaires, tels que: l'éducation, la participation dans le processus décisionnel, la parité des genres, les sans-abris, les droits de l'homme, le recyclage et la durabilité de la consommation/production.

Trois orateurs identifièrent les priorités et les challenges futurs. Bijaya K. Pokharel, de Students Partnership WorldWide (Népal), appela à des mécanismes de financement destinés à la concrétisation des idées des jeunes. Il invita les gouvernements à ouvrir aux jeunes l'accès au micro-crédit et à investir dans la formation et le renforcement des capacités. Adela M. Rodriguez, de l'International Federation of Settlement Houses and Neighborhood Centers (USA), souligna l'importance de l'éducation et appela les gouvernements à financer l'éducation non formelle et à investir dans les services sociaux pour accroître la capacité des individus à contribuer à l'édification d'un avenir durable. Anuragini Nagar, de Rescue Mission India, parla de la participation, nota le non accès des jeunes aux décideurs et recommanda aux gouvernements l'inclusion de représentants des mouvements de jeunes dans leurs délégations.

L'UGANDA évoqua les besoins en matière d'emploi, d'éducation et de responsabilisation politique pour les jeunes et appela aussi à des actions contre le SIDA et la drogue. Le représentant de WEDO recommanda aux jeunes de réaliser et de se focaliser sur leur pouvoir d'influencer le cours des choses à travers le vote. Le délégué des PAYS-BAS souligna l'aptitude des jeunes à faire évoluer les politiques aux niveaux nationaux et locaux. Le représentant des PHILIPPINES mit l'accent sur la malnutrition en tant qu'entrave à la réalisation des pleines potentialités de la Jeunesse. La BELGIQUE, les USA et un certain nombre de représentants des Jeunes soulignèrent l'importance du travail de Rescue Mission au niveau des indicateurs du développement durable. Le CANADA demanda le résultat que les Jeunes souhaitent voir sortir de la SE/AGNU. Plusieurs répondirent qu'ils souhaitaient un accès à l'information, un soutien accru à la conscientisation, le partage des aptitudes et la responsabilisation, et un soutien à des voies nouvelles et novatrices permettant l'implication active des Jeunes et des ONG dans le débat sur le développement durable. La TANZANIE déclara que les Jeunes doivent pouvoir communiquer avec leurs missions et que leur rôle est de poser des défis à leurs gouvernements. Les interventions se focalisèrent aussi sur les thèmes de l'éducation, des mauvaises conditions de l'emploi et la marginalisation des jeunes, en particulier des jeunes issus des populations indigènes.

COMMUNAUTES SCIENTIFIQUES ET

TECHNOLOGIQUES: Julia MARTON-LEFEVRE, de l'International Council of Scientific Unions (ICSU), donna un aperçu sur les mécanismes ONG pour la coopération internationale en matière de science et de technologie. Sophie BOYER KING

décrivit les programmes de Partenariat de ICSU, et notamment le World Climate Research Programme, l'International Geosphere-Biosphere Programme, l'International Geosphere-Biosphere Programme, et *Diversita Rationale*, un programme de recherche sur la biodiversité, qui illustrent la réussite de la coordination entre les ONG, les OIG et les organismes gouvernementaux, pour la production des données du développement durable. Mohammed HASSAN, de l'Académie des Sciences du Tiers Monde, déclara que le développement durable reste tributaire des connaissances scientifiques, du renforcement des capacités nationales, des solutions adaptées à l'échelon local, de l'utilisation des experts locaux, et de la participation effective des communautés scientifiques du Sud et du Nord. Il nota l'écart énorme entre le Nord et le Sud dans la production et l'accès à l'information scientifique.

Weena RAVICHANDRAN, de l'ICSU, nota que les bio-ressources offrent aux pays en développement, une grande opportunité d'accroître leurs richesses. James POIROT, de la World Federation of Engineering Organizations, parla de la responsabilité des ingénieurs dans le développement durable, notamment aux niveaux de l'échange d'information, de l'éducation et de l'évaluation technologique. Il souligna l'évolution des canons de l'éthique de l'American Society of Civil Engineers, qui intègre désormais les principes du développement durable. Roland Funchs, du Global Change System Analysis Research and Training, décrit les programmes de stratégies en matière de renforcement des capacités, de soutien scientifique à la formulation des politiques, et d'engagement de la communauté politique.

Anne WHITE, de Human Dimensions of Global Environment Change (GEC), souligna les efforts fournies pour l'élucidation des motivations socio-économiques, industrielles et culturelles qui sous-tendent l'évolution de l'environnement mondial. Les programmes centraux portent sur: les transformations industrielles; les dimensions institutionnelles; le GEC, la sécurité et les perceptions humaines. Georges RABB, de l'UICN, parla de l'ignorance suprême de l'humanité en matière de biodiversité en termes à la fois quantitatifs et qualitatifs des espèces. Il commenta le faible nombre de zones protégées et d'instruments comme CITES, et les insuffisances au niveau des réserves biosphériques, de l'utilisation durable dans un cadre régional, et de l'investissement dans le renforcement des capacités des populations locales.

Les panélistes souhaitèrent voir la SE/UNGASS engager une session de "vrai" dialogue. Ils appellèrent aussi, au soutien de la recherche à l'échelle internationale et de l'éducation scientifique à l'échelon national. Les intervenants abordèrent également: les priorités du développement et de la recherche; l'évaluation des efforts de recherche scientifique; l'image publique des sciences; les efforts nécessaires à la lutte contre la désertification; l'évitement du double emploi; et le renforcement des capacités des peuples indigènes.

DANS LES COULOIRS

Il semble qu'en réaction aux amendements circulés par l'OPEP sur le texte des Co-Présidents concernant l'énergie, le transport et l'atmosphère, les ONG sont en train de battre le rappel. Le représentant de l'une d'elles, expliqua que ces propositions d'amendements rendent caduc le libellé soulignant l'importance d'adopter un protocole ou autre instrument juridique à la CdP-3 de la CCCC, et introduire des références à l'incapacité d'assurer les engagements actuels de réduction des émissions et des effets négatifs sur le développement économique. Les propositions modifient aussi le libellé sur l'investissement accru dans la recherche en matière d'énergie renouvelable et sur les effets préjudiciables de l'utilisation de l'énergie fossile dans le secteur du transport.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

COMITE DE REDACTION: Les délégués se réuniront, en Salle de Conférence 2, toute la journée, pour entamer la négociation du texte final, sur la base du projet des Co-Présidents du Groupe de Travail Intersessionnel. Ce matin, ils aborderont le chapitre de "l'Intégration des Objectifs Economiques, Sociaux et Environnementaux." L'après-midi, ils plancheront sur le chapitre des "Secteurs et Thèmes."

DIALOGUE AVEC LES PRINCIPAUX GROUPES SOCIAUX: Les séances de dialogue avec les femmes et les syndicats auront lieu respectivement ce matin et cet après-midi, Salle de Conférence 1.